



Fédération syndicale unitaire

Syndicats FSU présents au MEEDDM

- Syndicat National de l'Environnement (SNE)
- Syndicat Unitaire des Personnels de l'Équipement (SUP-Equip')
- SYndicat Général du Ministère de l'Agriculture (SYGMA)
- Syndicat National Autonome des personnels de l'administration chargée de la MER (SNAMER)

Communiqué de la FSU

Une bavure de trop

Lundi 13 juillet, alors que des militants et des habitants solidaires d'un quartier de Montreuil manifestaient contre l'expulsion d'un squatt, la police a fait usage à cinq reprises de tir de flash-balls, blessant plusieurs personnes dont très grièvement à l'oeil un jeune homme venu soutenir pacifiquement les squatteurs.

Depuis 2005, ce sont pas moins de sept personnes qui perdent un oeil dans les mêmes conditions, dont cinq pour la seule année 2009. La FSU avait dénoncé en novembre 2007 ces pratiques, alors qu'un lycéen nantais avait été visé à la tête par la police lors d'une manifestation et y avait perdu son oeil droit.

La Commission nationale de la déontologie et de la sécurité a plusieurs fois dénoncé l'usage inapproprié de cette arme par la police et la note de service adressée en mai dernier par la Direction centrale de la sécurité publique à ses directeurs départementaux quant à ses règles d'utilisation semble très largement ignorée, voire bafouée.

La Fédération Syndicale unitaire s'inquiète d'une dérive continue et permanente des pratiques policières en matière de sécurité publique. Ces dérives ont été constatées et dénoncées par des organisations internationales ou nationales, qu'il s'agisse des contrôles ou interpellations au faciès, de l'abus de l'incrimination pour outrage, des gardes à vue, de l'usage des fouilles à nu, du menottage, de l'utilisation de la méthode d'immobilisation dite de « décubitus ventral ». Pour la FSU, il est inacceptable que la police, dont le principal objet est d'assurer la sécurité des personnes, puisse être perçue, en raison de certaines de ses pratiques, comme une menace.

Il est grand temps de rompre avec un discours des pouvoirs publics qui non seulement désigne de plus en plus les militants comme des délinquants ou des coupables potentiels, mais semble assurer que les dérives ou les abus seront couverts, et de contribuer ainsi à rétablir un fonctionnement véritablement républicain de nos institutions policières.

La FSU exige qu'une enquête sérieuse soit menée sur ces derniers incidents à Montreuil, comme pour l'ensemble des affaires impliquant l'usage abusif et inconsidéré des tirs de flash-ball. Elle demande que des poursuites soient réellement engagées lorsque les responsabilités des agents et de leurs autorités donneuses d'ordre ont été établies, à l'inverse de ce qui prévaut actuellement avec les non-lieu. Elle demande instamment que l'usage des armes de type flash-ball ou taser soit soumis à un moratoire et qu'une commission indépendante, après enquête exhaustive quant à leur usage et à leur réelle utilité; détermine qui, quel type de personnel policier et dans quelles conditions peut avoir accès à ce matériel et l'utiliser.

Pour la FSU, il serait gravissime pour la société et pour l'Etat de droit qu'il puisse être pensé que la police peut tout se permettre et jouir d'une totale impunité.

Les Lilas, le 16 juillet 2009

Les syndicats FSU présents au MEEDDM – Environnement – Equipement – Agriculture – Mer

www.sne-fsu.org
sne@ecologie.gouv.fr



www.sup-equip.org
contact@sup-equip.org



www.sygma-fsu.org
sygma-fsu@agriculture.gouv.fr



www.snamer.fr
ddam-35.snamer.syndicat@i-carre.net

